

autres. Ce sont eux qui ont volé la société en accaparant ainsi la fortune. Tout appartient à tous. Il n'y a pas de droit contre le droit. La répétition contre l'injustice est éternelle.

Le père François.—D'abord les hommes ne sont ni libres, ni frères, ni égaux. Ils sont tous soumis aux lois et à la raison quand ils la connaissent. Ensuite ces riches n'ont opprimé, ni dépouillé personne. Ils se sont enrichis en vivant comme nous sous la protection des lois, sous la bénéfice du contrat social; ils en ont joui différemment, ils en ont mieux profité, c'est leur affaire, non la nôtre. Dans aucun cas nous ne devons convoiter ce qu'ils possèdent. C'est se manquer de dignité à soi-même.

Le Communiste.—Nous ne voulons voler personne; mais quand la république sociale arrivera, nous voulons dépouiller ceux qui n'ont rien. Nous ferons le partage des propriétés, afin que les uns ne meurent plus d'excès et les autres de misère.

Le père François.—Je sais bien ce que vous voulez faire, et ce n'est point la première fois que ça ait été tenté. Mais je sais aussi que vous êtes des fous ou de criminels menteurs qui vous ferez, un de ces jours, justice vous-mêmes. Dans ce pays-ci je ne connais personne qui veuille seulement vous écouter avec autant de patience que moi. Qu'est-ce que ça serait donc s'il s'agissait de dépouiller celui qui a pour faire le partage? Nous irions tous chercher nos fourches et nos fléaux pour vous chasser. Vous espérez faire peur et agir par la terreur. N'y comptez pas trop, vous compteriez sans vos hôtes, et vos hôtes sont vingt-cinq millions en France. Si vous comptez sur la corruption, sur la cupidité, vous vous trompez encore. Chez nous celui qui n'a pas vaut autant que celui qui a. Jamais il ne voudra prendre le champ de son voisin pour se l'approprier.

Le Communiste.—Nous éclairerons les travailleurs sur leurs véritables intérêts; nous leur ferons comprendre peu à peu ce qu'ils doivent faire. N'est-il pas juste que tous les hommes, étant également hommes, aient une propriété, une fortune égale?

Le père François.—Mais je nie que tous les hommes soient également hommes. Je soutiens, par exemple, que je suis plus homme que tu ne le seras jamais. Celui qui a plus d'activité, plus de courage, plus d'énergie, plus de bonnes qualités qu'un autre est plus homme que lui, et il vaut plus, absolument comme une grosse pomme en vaut deux petites, comme un canard vaut deux cannetons.

D'ailleurs, mon garçon, faites des parts égales tant que vous voudrez; dans une heure elles ne le seront plus; dans un an j'en aurai dix à moi, et dans dix ans j'en aurai cent; car, si on faisait des parts pour tout le monde, nous n'en aurions pas seulement chacun grand comme mon jardin. Vous auriez inutilement volé les uns pour corrompre les autres et commis une double injustice, un double crime.

Le Communiste.—Il n'y aurait ni crime ni injustice si la loi rendait tout le monde propriétaire. La loi ne peut pas être injuste.

Le père François.—Vous ne pourriez le faire qu'en prenant aux uns pour donner aux autres. Or, il y a quelque chose que l'honnête homme respecte plus que la loi, c'est la justice. Est-il juste de voler ceux-ci pour enrichir ceux-là?

Si une centaine, plus ou moins, de vauriens, d'hommes perdus de dettes, de vices et de débauche s'emparaient un beau jour du pouvoir; dans la ba-

garre des révolutions, à Paris, surtout, cela n'a rien d'impossible, cela s'est déjà vu; eh bien! si ces hommes, sans conscience comme sans moralité, décrétaient que tout locataire, fermier ou tenancier quelconque est propriétaire des biens, terres, fermes ou maisons à lui loués et concédés temporairement, crois-tu qu'on ne commettrait pas la plus grande et la plus flagrante injustice? crois-tu que chaque fermier, locataire ou tenancier pût alors se regarder comme légitime et unique propriétaire des biens à lui loués? Non, cela n'est pas possible; ça serait à désespérer de tout.

Comme toute loi injuste ne peut amener que le chaos, le désordre et l'anarchie, nous arriverions bientôt à un état barbare ou sauvage. Cependant la justice reviendrait tôt ou tard, l'ordre se rétablirait, et, dans la confusion générale, la société saurait bien retrouver son état primitif. Nous aurions subi une révolution de plus, une misère plus grande, une corruption plus universelle, mais le bon droit reparaitrait enfin; car la France veut vivre, et elle saura bien vivre, en dépit de tous les partageux qui veulent la tuer.

Vous autres, vous voulez que les bons pâtissent pour les mauvais, que les courageux travaillent pour les fainéants, que les économes amassent pour les prodigues. Vous appelez ça la fraternité, la solidarité; moi, j'appelle ça de la folie, du vol à main armée, du brigandage.

Chacun le sien, chacun ses œuvres. Que tous s'entraident, se secourent, s'encouragent mutuellement, rien de mieux, rien de plus juste; mais prendre ici pour porter là, c'est piller, voler, dépouiller; et bien volé n'a jamais profité. Si je savais avoir un pied d'arbre, un brin de chauvre que je n'aie pas gagné à la sueur de mon front, je l'arracherais bien vite pour le jeter au feu. Il n'y a que des mendiants qui vivent du travail des autres!

L'autre jour, en revenant du marché, j'ai vu un démocrate. Il raisonnait à peu près comme toi; il demandait l'impôt progressif, c'est-à-dire le vol légal de ceux qui ont beaucoup et l'aumône légale à ceux qui ont moins: une double indignité encore. Est-ce que je veux être moins qu'un autre? Depuis quand ne suis-je plus son égal? Depuis la république, sans doute, qui veut nous abaisser tous au niveau des plus bas. Non, non, je veux payer mes impôts, moi, tout comme un autre, ni plus ni moins, car je suis tout autant.

Il demandait aussi l'éducation c'est-à-dire la corruption gratuite et obligatoire de nos enfants. A voir la manière dont ces démocrates sont éduqués et dont ils raisonnent, j'aimerais mieux que mon fils ne sût jamais ni lire ni écrire plutôt que de le confier à ces gens-là.

Tout cela, ça aboutit toujours au même résultat: l'engraissement des paresseux de Paris par les travailleurs des campagnes; la ruine de ceux qui ont amassé deux sous au profit des vauriens qui n'ont jamais voulu travailler; enfin, la misère et le vice pour tout le monde.

Hier, j'ai rencontré un socialiste, comme vous les appelez; celui-là m'a chanté à peu près la même chanson, mais sur un autre air; il voulait que tout fût en commun, terres, propriétés, maisons, travail, industrie, ménage. La France, à ses yeux, devait être une immense caserne où tout se ferait avec le tambour et sous le commandement suprême du chef de l'Etat. Personne ne serait libre; on ne se posséderait même pas soi-